

Journal d' Afghanistan

N° 506 du 12 au 29.05.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

Yvonne Ridley : Bush condamné pour crimes de guerre par contumace.

Greshnov Andrei : Karzaï: l'Afghanistan lutte contre le terrorisme, pas contre les rebelles.

1 Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

Deux soldats de l'OTAN tués

2 Dommages Collatéraux...

8 civils dont 6 enfants tués dans un bombardement de l'Otan

Tiré à part

Yvonne Ridley : Bush condamné pour crimes de guerre par contumace.

C'est officiel : George Bush est un criminel de guerre. Dans ce qui est la première condamnation de ce type dans l'histoire, l'ex-président des USA et sept membres de son administration ont été condamnés hier (vendredi) pour crimes de guerre.

Bush, Dick Cheney, Donald Rumsfeld et leurs conseillers juridiques Alberto Gonzales, David Addington, William Haynes, Jay Bybee et John Yoo ont été jugés par contumace en Malaisie, Le procès qui s'est tenu à Kuala Lumpur a permis d'entendre les témoignages poignants de victimes de tortures subies par ces personnes alors qu'elles étaient aux mains des troupes américaines ou de contractants en Irak et en Afghanistan.

L'un d'eux est le témoignage d'un Britannique, Moazzam Begg, ex-détenu de Guantanamo et aussi celui d'une femme irakienne, Jameelah Abbas Hameedi qui ont été torturés dans la tristement célèbre prison d'Abu Ghraib.

À la fin des audiences qui ont duré tout le week-end, les 5 membres de la Cour ont prononcé à l'unanimité le verdict de culpabilité à l'encontre de Bush, Cheney, Rumsfeld et de leurs principaux conseillers juridiques, les condamnant tous pour crime de guerre en raison de tortures et de traitements cruels, inhumains et dégradants.

La transcription des accusations, les déclarations de témoins et d'autres documents du dossier seront transmis au Procureur général de la Cour Internationale de Justice, ainsi qu'aux Nations Unies et au Conseil de sécurité.

La Commission du Tribunal de guerre de Kuala Lumpur a également demandé à ce que les noms de

Bush, Cheney, Rumsfeld, Gonzales, Yoo, Bybee, Addington et Haynes soient officiellement rajoutés au registre de la Commission pour les crimes de guerre.

Ce tribunal est né de l'initiative de l'ex-premier ministre malais, Mahathir Mohamad, qui s'est toujours opposé à l'invasion de l'Irak par les USA en 2003.

Il a assisté personnellement aux audiences où étaient évoquées les expériences personnelles de trois témoins, à savoir Abbas Abid, Moazzam Begg et Jameelah Hameedi. Le tribunal a aussi entendu deux autres déclarations statutaires de la part d'un citoyen irakien, Ali Shalal, et d'un Britannique, Rahul Ahmed.

Après que les cinq juges eurent prononcé la sentence de culpabilité, Mahathir Mohamad a déclaré : « Les États-Unis continuent impunément à commettre des meurtres. »

L'avocat et expert en crimes de guerre, Francis Boyle (ci-dessous), professeur en droit international à l'école de droit de l'université de l'Illinois, faisait partie de l'équipe de procureurs en charge de l'accusation.

Après le procès, il a déclaré : « C'est la toute première fois au monde que ces gens sont condamnés. » Même si certains ne voient dans ce verdict qu'une mesure purement symbolique, le militant pour les droits de l'homme Francis Boyle a dit que Bush & Co allaient très certainement devoir faire face au même type de procès dans d'autres pays.

« Nous avons essayé par trois fois d'attraper Bush au Canada, mais le gouvernement canadien a fait échouer ces tentatives, puis nous l'avons dissuadé d'aller en Suisse. La démarche entreprise en Espagne a avorté à cause du gouvernement espagnol, et même résultat en Allemagne. »

Boyle a ensuite mentionné la Charte de Nuremberg qui a été utilisée comme support par le tribunal quand il s'est agi de justifier de la crédibilité de l'initiative malaise. Il rappelle que « les dirigeants, les organisateurs et les complices ayant participé à la formulation ou à l'exécution d'un plan commun ou d'un complot visant à commettre des crimes de guerre sont responsables de tous les actes perpétrés par quiconque met ces plans à exécution. »

Les USA sont sujets aux lois internationales communes et aux principes de la Charte de Nuremberg, a expliqué Boyle, qui pense également que le procès de ce week-end a été suivi de près par les responsables du Pentagone et de la Maison-Blanche.

Le professeur Gurdial Singh Nijar, qui présidait la Cour, a déclaré : « Le tribunal a porté une attention particulière au respect scrupuleux des principes dessinés par le tribunal de Nuremberg et les Cours internationales de justice. »

Il s'est aussi montré confiant sur le fait que le tribunal serait imité ailleurs dans le monde, « dans les pays qui ont le devoir de juger les criminels de guerre, » et il a cité le cas du dictateur chilien Augusto Pinochet, arrêté en Grande-Bretagne pour être extradé vers l'Espagne sur des accusations de crimes de guerre.

« Pinochet avait quitté son siège de Président depuis seulement 8 ans lorsque cela s'est produit. »

L'affaire Pinochet fut la première fois où plusieurs juges européens ont appliqué le principe de la juridiction universelle, se déclarant eux-mêmes compétents pour juger les crimes commis par l'ex-chef d'État, malgré les lois d'amnistie locales.

Tout au long de la semaine, la salle du tribunal était remplie d'experts juridiques et d'étudiants en droit écoutant les témoignages des témoins et les analyses croisées de la défense emmenée par l'avocat Jason Kay Kit Leon.

La Cour a entendu comment Abbas Abid, un ingénieur de 48 ans habitant Fallujah en Irak avait eu les ongles retournés à l'aide d'une pince.

- Ali Shalal était ligoté avec des fils électriques puis électrocuté alors qu'on le suspendait contre le mur.
- Moazzam Begg a été battu, le visage encapuchonné, et maintenu en confinement.
- Jameelah a été dénudé et humilié, et utilisé comme bouclier humain alors qu'il était transporté en hélicoptère.
- Les témoins ont également donné des détails sur les séquelles de leurs blessures qui perdurent encore aujourd'hui.

Moazzam Begg, qui travaille désormais comme directeur de l'association de défense des droits de l'homme basée à Londres, Cageprisoners, a dit être très satisfait du verdict, mais a ajouté : « quand les gens parlent de Nuremberg, il faut garder à l'esprit que les personnes jugées ont toutes été poursuivies après la guerre. »

« La prison de Guantanamo est toujours ouverte au jour d'aujourd'hui, des gens y sont toujours détenus et torturés. »

En réponse aux questions sur la différence entre les administrations Bush et Obama, il a ajouté : « Si le président Bush a été le président des tortures extrajudiciaires, alors le président américain Barack Obama est celui des assassinats extrajudiciaires, avec les frappes de drones. Notre travail ne fait que commencer. »

L'accusation s'est efforcée de montrer comment les décisionnaires au plus haut niveau, à savoir le président Bush, son vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, aidés et secondés par leurs conseillers juridiques et d'autres hauts responsables, ainsi que des officiels de la CIA, avaient tous agi de concert. La torture était utilisée systématiquement et est devenue un standard de fait. D'après l'accusation, les récits des témoins prouvent l'exercice continu contre eux de traitements brutaux, barbares et déshumanisants.

Ces actes criminels ont été commis de façon cumulative afin d'infliger les peines et les souffrances maximales, ont expliqué les avocats.

Le président du tribunal, Tan Sri Dato Lamin bin Haji Mohd Yunus Lamin, (abrégé en « M. Lamin ») a statué que l'accusation avait établi au-delà de tout doute raisonnable que les personnes poursuivies, à savoir le Président George W. Bush et ses coaccusés, « avaient participé, à travers un ensemble d'instructions, de mémorandums, de directives, de recommandations et d'actions légales, à établir un plan d'ensemble et un objectif commun, ou encore une conspiration dans le but de commettre les crimes en relation avec la « Guerre contre la terreur » et avec les guerres lancées par les USA en Afghanistan et en Irak. »

Le président Lamin a précisé devant un parterre plein à craquer : « En tant que tribunal de conscience, la Cour n'a pas de pouvoir d'application de la loi (enforcement) ni celui d'imposer une sentence d'emprisonnement à l'une quelconque des 8 personnes condamnées. Ce que nous pouvons faire, au titre de l'article 31 du Chapitre IV de la 2e partie de la Charte, est de recommander à la Commission des Crimes de guerre de Kuala Lumpur qu'elle transmette le verdict d'accusation par le Tribunal, accompagné des documents attenants, au Procureur en chef de la Cour criminelle internationale, ainsi qu'aux Nations Unies et au Conseil de sécurité. »

« Le Tribunal recommande également à la Commission des crimes de guerre de Kuala Lumpur que les noms des personnes condamnées soient ajoutés au Registre des Criminels de guerre de la Commission, et que celui-ci soit communiqué au public. »

« Le Tribunal recommande également que la Commission des crimes de guerre de Kuala Lumpur diffuse le plus largement possible au niveau international l'information sur cette condamnation et sur les garanties de compensations, étant donné qu'il s'agit ici de crimes universels pour lesquels il est de la responsabilité de chaque nation de poursuivre juridiquement ces personnes si elles venaient à pénétrer sur le territoire où s'applique leur juridiction. »

Yvonne Ridley

Samedi 19 Mai 2012

Commentaires

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

1.Posté par momolit o2311 le 19/05/2012 20:22

Malheureusement ils n'y aura aucune suite a ces criminel de guerre, par contre il faudrait se battre pour fermer Guantanamo ou il y a encore des musulmans sous la torture !!! Que dieu maudisse les américains et leur allier ainsi que les sions !!!

2.Posté par red-one le 19/05/2012 20:24

Bravo à la Malaisie , même si c'est symbolique, mais tout commence par le symbole; ces démons pervers ne pourront plus voyager en Malaisie à titre privé par exemple

3.Posté par VIRGILE le 19/05/2012 21:23

Je ne crois pas que cela soit symbolique, ce procès fera date. Par contre, c'est tout le gouvernement Bush qu'il faut condamner, notamment les Wolkowich, Perle, Bolton, etc. des juifs-américains à la solde de Tel Aviv, tout comme il faudra ré ouvrir le dossier du 11/09. Israël est directement impliqué dans ce terrible attentat qui tua près de 3000 Américains tout en faisant porter le chapeau à Ben Laden. Nous savons aujourd'hui ce qu'il en est et nous en avons marre de ce perfide état sioniste qui fout le chaos sur toute la planète. Il faudra bien en finir un jour.

4.Posté par gjingis le 20/05/2012 00:34

il faut tout d'abord saluer le courage de la Malaisie même si c est pour le début et le symbole . bien que ce pays n'est impliqué d'une manière directe . la réaction de la Malaisie est tout simplement par le principe quelle soit musulmane

ce qui est triste par contre c'est de laisser ce pays par ceux qui sont riches et directement touché.

Autre chose : il paraît qu'il viendra le jour ou ils seront tous divulgués selon les dires, si ce n est pas écrit dans le coran ... il me semble que oui

de toutes les façons on en parle que des juifs sionistes partout ...et ce n est pas la peine qu' ils comptabilisent le massacre planétaire sur les arabes comme jusqu' ici. c est la fin du film !!

Greshnov Andrei : Karzaï: l'Afghanistan lutte contre le terrorisme, pas contre les rebelles.

nb Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Le président afghan Hamid Karzaï a exposé dans une interview accordée aux correspondants spéciaux de RIA Novosti et des chaînes Russia Today et Rossia-24 les origines de la situation difficile de l'Afghanistan et les perspectives de son règlement après le retrait supposé des troupes étrangères.

L'entretien qui s'est tenu dans sa résidence de Kaboul, le palais royal Arg, a été qualifié par le président afghan de très sincère et impartial.

Monsieur le président, merci de nous avoir accordé du temps. La première et la principale question: que pensez-vous des perspectives de l'Afghanistan après le retrait de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Isaf)?

Le retrait n'aura pas d'incidence sur l'état d'ensemble de la sécurité en Afghanistan si l'aide financière à l'économie afghane se poursuit, si la contribution à la formation et à l'équipement des forces de sécurité afghanes continue d'être apportée et si la coopération se maintient au niveau actuel entre l'Afghanistan et la communauté internationale. Dans ces conditions, le retrait des forces internationales n'aura aucune conséquence négative. Bien au contraire, il se reflètera positivement sur la sécurisation du pays.

Est-ce que vous considérez vraiment les talibans, le Hezbi Islami d'Afghanistan et le réseau Haqqani comme des terroristes? Le fait est que 25 ans auparavant ces mêmes personnes (Gulbuddin Hekmatyar, Jalaluddin Haqqani) luttait contre "l'occupation soviétique." A l'époque le monde entier les appelait des "moudjahidines", des combattants de la guerre sainte. Aujourd'hui ces gens luttent contre l'intervention des Etats-Unis et de l'Otan – et tout le monde les qualifie de terroristes. Où est la différence?

Avant tout, en Afghanistan on ne les appelle pas terroristes. C'est du point de vue occidental que certains d'entre eux sont des terroristes. Mais nous faisons une différence entre eux. Bien sûr, le Hezbi Islami, le réseau Haqqani et certains talibans faisaient partie des moudjahidines. De la même manière que nous, en fait: à l'époque on participait tous au jihad contre l'Union soviétique. Lorsque le jihad s'est conclu par le retrait des troupes soviétiques et que nous sommes revenus en Afghanistan, la guerre était terminée et il était nécessaire de s'occuper de la reconstruction pour remettre le pays sur le chemin de la stabilité et du développement. Mais cela ne s'est malheureusement pas produit – aussi bien en raison de nos propres erreurs que de l'ingérence dans les affaires de l'Afghanistan de nos voisins, ainsi que de la négligence des Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. L'Occident a complètement ignoré l'Afghanistan. Lorsque l'Union soviétique a retiré ses troupes du pays et que les moudjahidines ont créé leur propre gouvernement, tous les Etats occidentaux ont fermé leurs ambassades en Afghanistan et ont rappelé leur corps diplomatique. Toute aide financière à l'Afghanistan a été suspendue. Tandis que nos voisins étaient autorisés à continuer de s'ingérer dans nos affaires. Les conséquences ont été catastrophiques et ont affecté le monde entier, y compris les Etats-Unis et la Russie. Après le 11 septembre 2001, les Etats-

Unis, l'Otan et le reste de la communauté internationale ont soudainement pris conscience de toute la gravité de la situation qui affligeait le peuple afghan et de ses conséquences pour la sécurité internationale en général. Et ils sont alors arrivés en Afghanistan. Le peuple afghan a lutté épaule contre épaule avec eux. Nous avons évincé Al-Qaïda et les talibans en moins d'un mois et demi. Tous les leaders des moudjahidines sont revenus en Afghanistan, à l'exception de Hekmatyar. Il est resté à Téhéran, puis s'en est allé quelque part ailleurs. Nous n'avons jamais qualifié le parti Hezbi Islami d'organisation terroriste. Ce n'en est pas une. Les talibans afghans ne sont pas non plus des terroristes. C'est la raison pour laquelle je m'adresse à eux comme à des "frères."

Parlons du retrait de la Force internationale pour 2014: on en parle depuis longtemps, mais il existe des rumeurs concernant le maintien de la présence internationale en Afghanistan sous une certaine forme jusqu'en 2024. Selon le Conseil national du renseignement des États-Unis (U.S. National Intelligence Council), dans le meilleur des cas la situation en Afghanistan est dans l'impasse, et ce après 11 années de présence. Comment vous-même et votre gouvernement pouvez compter sur le soutien de la communauté internationale malgré la modestie des résultats obtenus au cours de cette période?

En ce qui concerne la sécurité, vous avez probablement raison. Mais quant au développement général de notre pays, nous avons accompli d'énormes progrès. L'éducation, la santé publique, les routes, le développement de l'économie, la monnaie nationale et le taux de change, la stabilité générale de l'Afghanistan, ses relations avec le monde extérieur – nous avons actuellement des relations on ne peut meilleures avec nos voisins et les autres États. Par ailleurs, la sécurité n'est pas seulement notre problème. C'est bien ce qui explique la présence de la communauté internationale en Afghanistan. Si c'était un problème purement intérieur de l'Afghanistan, alors les Américains ne seraient jamais intervenus. D'ailleurs, ils ne sont venus qu'après les attentats du 11 septembre 2001.

Mais si c'est un problème afghan, qu'en pense la population – souhaite-t-elle la poursuite de l'occupation?

Ce n'est pas seulement un problème afghan, c'est bien ce que je vous ai dit.

C'est également un problème concernant le Pakistan...

C'est un problème concernant le Pakistan, les pays voisins et l'Occident. C'est également un problème pour la Russie, la Chine, l'Inde et l'Iran. Ainsi, lorsqu'on parle de la sécurité en termes de maintien de l'ordre pour la sécurité des simples Afghans, on parle du problème afghan. Cependant, lorsqu'on parle de la sécurité de l'Afghanistan dans le contexte du terrorisme international et de la lutte contre ce phénomène, ce n'est plus une question afghane, mais une question de sécurité collective de la communauté internationale. Et dans ce sens, la communauté internationale n'a pas tenu toutes ses promesses.

Elle n'en a pas fait suffisamment en 11 ans? Monsieur le président, tant de temps, tellement d'argent, autant de pertes humaines – et tout cela est insuffisant?

Absolument.

Vous allez devoir en persuader le peuple américain.

C'est précisément ce que je m'efforce de faire. Les buts assignés n'ont pas été atteints parce qu'on ne poursuit pas le bon objectif. On insiste depuis longtemps en disant que la guerre contre le terrorisme ne doit pas prendre pour théâtre d'opérations les communes afghanes. La menace terroriste n'émane pas des villages afghans.

Sous quelle forme la présence étrangère se maintiendra-t-elle dans votre pays après 2014?

Je le dirai, mais cette question cruciale nécessite des explications supplémentaires. La guerre contre le terrorisme ne sera gagnée que si on s'intéresse aux refuges des terroristes, à leurs camps d'entraînement et à leurs zones de propagande, et si on s'occupe des problèmes fondamentaux, mais par d'autres moyens. Ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent, et c'est la raison pour laquelle la guerre n'a pas connu le succès prévu. La présence internationale (notamment américaine) en Afghanistan après 2014 et jusqu'en 2024 sera déterminée par le Traité de sécurité qu'il est prévu de signer dans un an. Il dépendra, premièrement, de nos accords avec les États-Unis concernant le format et le spectre des responsabilités et des engagements des parties; deuxièmement, de ses objectifs et tâches, aussi bien en ce qui concerne l'Afghanistan que la guerre contre le terrorisme. Il convient donc d'examiner cette question séparément de la situation actuelle. Il est question du maintien de la présence militaire américaine en Afghanistan à

une échelle largement inférieure par rapport à aujourd'hui, aussi bien dans le cadre de nos relations bilatérales que de la lutte générale contre le terrorisme.

Vous utilisez souvent l'expression "guerre contre le terrorisme." Cependant, au cours des quatre dernières années cette notion est devenue démodée aux Etats-Unis. Est-ce que vous appréciez ce terme?

Chez nous cette notion est loin d'être démodée. Les Etats-Unis utilisent aujourd'hui le mot de "rebelles" au lieu de "guerre contre le terrorisme." Nous ne sommes pas du tout d'accord avec cette terminologie. Si nous avons affaire à de simples rebelles, la communauté internationale n'a rien à faire en Afghanistan, car il s'avère qu'ils s'ingèrent militairement dans un conflit intérieur et soutiennent l'un des camps. C'est une ingérence dans les affaires intérieures pure et simple. Si nous avons affaire à un mouvement de rebelles, c'est aux Afghans, à nous-mêmes, qu'il appartient de régler ce problème – chercher des solutions, remédier à l'injustice et chercher un compromis. Pour cette raison nous n'appelons jamais ces gens des "rebelles", c'est un terme occidental utilisé pour l'Afghanistan. Mais ici on appelle ça le terrorisme.

Que pensez-vous des perspectives de confrontation interethnique en Afghanistan, ainsi que du danger de désintégration du pays?

L'Afghanistan est un pays très soudé. Probablement le plus soudé de cette région. Jugez vous-mêmes: après 30 ans de guerre, de conflit à l'intérieur du pays et d'ingérence étrangère active, les pensées de tous les Afghans restent fidèles à leur pays et à la capitale Kaboul. Chaque Afghan cherche à prouver qu'il est plus patriote que les autres. Le pays n'est donc pas menacé par de partition. En effet, nous avons une société multiethnique. Elle est hétérogène, comme dans beaucoup d'autres pays. C'est toute la beauté de l'Afghanistan: nous sommes un pays bigarré. Dans la diversité des tribus et des groupes ethniques réside notre force, et non pas la faiblesse. C'est notre point fort.

Cependant, vous avez un problème de contradictions entre le nord et le sud...

Pas du tout.

Le monde entier pense autrement.

Les conflits entre les divers mouvements n'ont rien à voir. Ce sont les conséquences de l'impact de l'Union soviétique sur la vie de notre pays, les conséquences de notre lutte contre la présence militaire soviétique, de l'ingérence des Etats voisins, ainsi que des faibles capacités institutionnelles des organisations de moudjahidines, qui n'arrivent pas à rétablir la paix dans le pays. Mais il n'y a jamais eu de conflit au sein du peuple afghan. Regardez tous ces gens qui s'affrontaient d'une manière ou d'une autre pendant divers conflits militaires – les factions Khalq et Parcham associées à l'Union soviétique; les organisations de moudjahidines derrières lesquelles se trouvait l'Occident, le Pakistan et le monde arabe; les groupes laïques en Afghanistan; le clergé – aujourd'hui ils travaillent tous ensemble au parlement afghan. Ils sont assis pratiquement côte à côte. Ce n'est donc pas un problème. L'Afghanistan est un pays uni, et très soudé.

Monsieur Karzaï, j'ai passé beaucoup de temps en Afghanistan – environ 14 ans, je suis ici depuis le début de la révolution de Saur (avril 1978). Je sais parfaitement que les pauvres aiment les Russes et n'aiment pas les Américains. En comparant les 10 années de présence de l'Union soviétique en Afghanistan aux 10 années de déploiement des forces des Etats-Unis et de l'Otan – laquelle de ces périodes a été plus bénéfique pour l'Afghanistan ou pire, et pourquoi?

Comparer les 10 années à l'époque de l'Union soviétique et avec les Américains? Très bien, je dirai sincèrement ce que je pense. Avant l'invasion, l'Union soviétique était l'un de nos meilleurs partenaires. L'URSS offrait à l'Afghanistan les meilleurs projets de développement, formait un grand nombre de personnes et apportait une aide à grande échelle. Lorsque l'URSS a envahi l'Afghanistan, tout notre peuple s'est révolté contre l'invasion. C'est la raison pour laquelle près de 8 millions de réfugiés se sont retrouvés en Iran et au Pakistan. Aux yeux du peuple afghan la résistance contre l'Union soviétique était légitime, et chaque Afghan se battait contre elle. Avec l'arrivée des Américains, des millions de réfugiés, des leaders du jihad et toutes les diasporas afghanes du monde entier sont revenus en Afghanistan.

L'économie de notre pays a beaucoup progressé au cours de cette période. La présence de l'Otan et des Etats-Unis était légitime et approuvée par la communauté internationale. Même la Russie a approuvé la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'envoi des troupes en Afghanistan. C'est donc complètement différent. Et si on parle d'accroissement du potentiel, la présence américaine nous a apporté l'augmentation du potentiel économique, éducatif et social. A son tour, la présence soviétique

s'est traduite par le renforcement de notre potentiel militaire. Dans ce sens les Soviétiques nous ont beaucoup apporté. Au moment du retrait des troupes soviétiques, nous disposions de plus de 450 avions et hélicoptères divers, ainsi que des milliers de chars et de véhicules blindés. Dans ce sens, l'URSS a été un allié très puissant. D'autant plus que l'URSS a formé un grand nombre d'Afghans dans divers domaines. Les Américains n'ont pas été aussi efficaces en termes de fourniture de matériel militaire nécessaire. J'espère qu'ils y remédieront.

Comment voyez-vous vos relations avec le Pakistan?

Je voudrais avoir les meilleures relations possibles avec ce pays. C'est une question primordiale. L'Afghanistan devra vivre côte à côte avec ses voisins pendant de nombreuses années après le retrait des troupes de l'Otan et des Etats-Unis. Nous en sommes parfaitement conscients. C'est la raison pour laquelle nous nous efforçons d'améliorer les relations avec les voisins. Par exemple, nos relations avec l'Iran: malgré tous les différends, nous avons payé cher pour garder de bonnes relations avec ce pays. Ainsi qu'avec le Pakistan, en dépit de toutes les difficultés, même si le Pakistan a déjà attaqué l'Afghanistan, malgré les problèmes dans ce pays, et même si des terroristes pénétraient par la frontière [pakistanaise] dans notre pays, nous avons réussi à conserver un dialogue actif avec le Pakistan. Nous avons fait beaucoup d'efforts pour garder des liens solides avec ce pays. Je me suis rendu plus souvent en visite au Pakistan que tout autre dirigeant afghan au cours des 60 dernières années. On en est donc parfaitement conscient et on cherche en permanence à rester en bons termes avec le Pakistan et les autres voisins.

Cependant, il existe certains problèmes dans les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan, car vous avez vos propres talibans, et ils ont les leurs. Les militaires dans ce pays ont leurs propres objectifs politiques, et les dirigeants civils poursuivent les leurs. Et votre pays s'est soudainement retrouvé au centre de cet imbroglio.

Ces questions affectent l'Afghanistan aussi bien du point de vue pakistanais qu'américain. Mais nous avons nos propres problèmes. Nous ne percevons pas les relations avec le Pakistan ou avec l'Iran à travers le prisme américain. Nous ne voyons pas nos relations avec la Russie ou la Chine avec les yeux des Etats-Unis. Malgré sa dépendance envers les Etats-Unis et l'Otan, notre pays a réussi à établir sa propre politique étrangère et des relations indépendantes avec les Etats voisins. Il faut continuer dans cet état d'esprit. Néanmoins, la position du Pakistan à l'égard des Etats-Unis et vice versa se reflète forcément sur notre politique étrangère. Cela concerne également l'Iran et la Russie. Mais nous nous efforçons de maintenir ces relations au meilleur niveau possible.

La situation financière en Afghanistan est telle qu'à l'heure actuelle seul le capital étranger est présent dans le pays. Que comptez-vous faire à cet égard? Après tout, la population souffre de la pauvreté et ne voit aucune perspective d'avenir.

En 2002, le revenu par habitant en Afghanistan était seulement de 180 dollars. Aujourd'hui, il est à hauteur de 700 dollars, aussi bien grâce à l'aide étrangère qu'à la croissance de l'économie afghane. Le retrait des forces internationales en 2014 se reflètera forcément sur la situation économique du pays. Mais dans l'ensemble, ce retrait aura un effet positif sur la population et l'économie afghane. Nous devons vivre à hauteur de nos moyens. On ne peut pas compter tout sa vie sur l'aide extérieure. Pour cette raison, indépendamment de l'impact de cet événement, nous devons avancer. La conférence de Bonn a promis de soutenir l'Afghanistan concernant cette réduction du budget et de contribuer au rétablissement de notre pays. De plus, prochainement se tiendra le sommet de l'Otan à Chicago, où les membres de l'Alliance approuveront une aide financière pour les forces de sécurité afghanes d'un montant de 4,1 milliards de dollars pour 10 ans à partir de 2014. Troisièmement, nous comptons sur la poursuite du rétablissement de l'économie afghane, qui connaîtra la croissance au fur à mesure du retrait de la Force internationale et de l'évolution de la situation après 2014. D'ailleurs, cette année notre revenu national a dépassé 2 milliards de dollars. Le revenu de l'exploitation minière augmente. Pour 2024, les revenus de l'Afghanistan devraient atteindre près de 5 milliards de dollars. Ainsi, la vie se normalisera dans notre pays, et lorsque la paix s'établira, et j'espère que ce sera le cas et que des relations étroites lieront tous nos pays (la Russie, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran et l'Inde), l'Afghanistan deviendra la plaque tournante de nos intérêts communs.

Greshnov Andrei

Mardi 15 mai 2012

RIA Novosti.

1 Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

Pertes déclarée des occupants.

US & Isaf

Deux soldats de l'OTAN tués

Deux soldats de l'Isaf, la force armée de l'Otan en Afghanistan, ont été tués dans une attaque d'résistants dans le sud du pays, où la résistance est très active, a fait savoir l'Isaf dans un communiqué.

Un "attentat suicide contre un convoi de l'Isaf s'est produit (dimanche) matin", a déclaré le général Matiullah Khan, chef de la police de l'Oruzgan (sud), où l'incident s'est produit, ajoutant que deux enfants avaient été tués et plusieurs civils blessés. "Le convoi de l'Isaf roulait près du marché de Trin Kot - la capitale provinciale,

NDLR - quand un kamikaze s'est approché à pied et s'est fait exploser", a raconté Farid Adel, le porte-parole de la police de l'Oruzgan. L'attaque s'est produite après une rencontre entre les hommes de la coalition et des responsables policiers, a indiqué Gul Agha, chef de la police du premier district de Trin Kot. L'Isaf, comme à son habitude, n'a pas confirmé les conditions de l'attaque ni la nationalité des soldats.

IRIB

[Pas moins de 3.000 effectifs de l'OTAN, tués, en Afghanistan.](#)

13/05/2012

Quatre soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) ont trouvé la mort, samedi, en Afghanistan, a annoncé l'ISAF, dans un communiqué.

Deux militaires ont péri, dans une embuscade, un troisième a été tué, par un engin explosif artisanal, et le quatrième a été tué, dans un incident non lié aux combats. 22 membres de l'ISAF sont, donc, morts, en 2012, des suites de tirs des forces afghanes, au cours de 16 incidents différents. Près de 3.000 soldats de la Coalition, dont deux tiers d'Américains, sont morts, en Afghanistan, depuis le début de la guerre lancée, fin 2001, par les Etats-Unis, pour renverser le régime.

Environ, 130.000 effectifs étrangers, qui se sont déployés, sous le commandement américain, sur le territoire afghan, doivent confier, d'ici fin 2014, la responsabilité des affaires de sécurité du pays à l'armée afghane elle-même et quitter l'Afghanistan.

IRIB

[2 nouveaux soldats britanniques tués par des policiers afghans.](#)

Le ministère britannique de la guerre a confirmé dimanche la mort de deux soldats britanniques, tués samedi par des membres des forces de police afghane.

Les deux hommes participaient à une réunion avec des autorités locales près de la base d'Attal, dans la province du Helmand, quand ils ont été tués par balle "par des membres des forces de police afghane", a précisé le ministère dans un communiqué.

Dimanche, le ministre de la guerre Philip Hammond, interviewé par la télévision BBC, a indiqué qu'il était encore "très, très tôt" pour connaître les circonstances précises de l'accident, et que les attaquants pouvaient aussi bien être des "résistants infiltrés" dans la police afghane que des policiers qui auraient développé des relations conflictuelles avec les soldats de l'Isaf.

Par ailleurs, deux autres soldats de l'occupation ont été tués samedi dans le sud du pays. D'après l'Isaf, un premier militaire est décédé samedi des suites d'un incident qui n'était pas lié à un combat, puis un second a péri sur une bombe artisanale.

Jusqu'ici, 20 membres des forces d'occupation sont morts en 2012 des suites d'un tir des forces afghanes lors de 15 incidents différents.

NB

Deux hommes en uniforme de la police tuent deux soldats de la police afghane.

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses mais doit être vu comme information.

Deux hommes portant des uniformes de la police afghane ont retourné leur arme et tué deux soldats de la force internationale de l'Otan (Isaf) samedi dans le sud de l'Afghanistan, a annoncé l'Isaf.

Nous sommes au courant de la rumeur selon laquelle les tireurs appartenait à la police afghane. Mais des rapports opérationnels indiquent que ces hommes étaient des résistants déguisés en policiers et non des policiers, a indiqué à l'AFP un porte-parole de l'Isaf.

Ces propos contrastent avec la version divulguée par Mohammad Ismail Hotak, un officier chargé de la sécurité de la province du Helmand, où l'incident s'est produit, selon qui les tueurs appartenait depuis un an au 5e bataillon de la police afghane.

Plus tôt samedi, Farid Ahmad Farhang, le porte-parole de la police de cette province, avait déclaré que les deux victimes, britanniques, avaient été tuées par deux policiers afghans dans une base militaire commune du district de Nahre Saraj (Helmand).

Au moment où il parlait à l'AFP, M. Farhang était au courant d'un bilan moins élevé d'un mort et d'un blessé britanniques.

Un insurgé a été tué et un autre est recherché, a dit le porte-parole de l'Isaf, qui n'a pas donné plus d'indications sur les circonstances de l'incident ni sur la nationalité des défunts.

Les talibans n'ont pas revendiqué cette attaque. Londres n'a confirmé aucune perte samedi.

Deux autres soldats de l'Isaf sont morts samedi dans le sud de l'Afghanistan, l'un à la suite d'un incident non lié à un combat, l'autre de l'explosion d'une bombe artisanale, selon l'Isaf.

Jusqu'ici, et s'il est confirmé que les deux tireurs étaient des policiers, 22 membres de l'Isaf sont donc morts en 2012 des suites de tirs des forces afghanes au cours de 16 incidents différents.

La question de la sécurité des militaires étrangers est critique, alors que les membres des personnels militaire et civil de l'Otan forment militaires, policiers et fonctionnaires en général, qui devront sécuriser et administrer seuls l'Afghanistan après le départ prévu des dernières troupes de combat de l'Otan fin 2014.

La coalition de l'Otan, dirigée par les Etats-Unis, arrivée fin 2001 pour traquer Oussama ben Laden après les attentats du 11 septembre et renverser les talibans, au pouvoir depuis 1996 en Afghanistan, n'a jamais réussi à vaincre militairement ces derniers, malgré 130.000 soldats encore présents dans ce pays.

La guérilla est particulièrement active dans le sud et l'est de l'Afghanistan, bastions des talibans, et vise les forces gouvernementales, ainsi que celles de l'Isaf.

Recourant jusqu'ici aux attentats suicide et aux mines artisanales, les résistants ont élargi leur palette ces dernières années, ajoutant les infiltrations meurtrières dans des unités afghanes ou étrangères, une tactique efficace pour miner une confiance déjà très fragile entre l'Otan et les forces afghanes.

D'après un rapport de l'Otan, dont le contenu a été connu en janvier, les altercations mortelles entre Afghans et étrangers sont loin d'être rares ou isolées et reflètent une menace homicide systémique qui croît rapidement. Ce texte, intitulé Une crise de confiance et d'incompatibilité culturelle, évaluait ces pertes à 6% des pertes totales de l'Otan sur une période donnée.

Le document relativisait les infiltrations des talibans, estimant que ces attaques relèvent bien plus de disputes et d'antagonismes personnels que de mobiles idéologiques.

13/05/2012

<http://www.romandie.com/news/n/ Afghanistan deux hommes en uniforme de la police tuent deux soldats de l Otan 83120520121841.asp>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19